

PROGRAMMATION BUDGETAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2025



LE FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR) AU SERVICE DE LA
STRATEGIE REGIONALE DE SANTE POUR LE SOUTIEN DES ACTIONS
CONTRIBUANT A LA TRANSFORMATION DU SYSTEME DE SANTE

Convention

relative à la participation financière de l'agence régionale de santé Normandie
au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la
performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la
promotion ainsi que la sécurité sanitaire

Intitulé du projet	Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe	
Bénéficiaire	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	
N° Convention	202508812	
Années et montants de la convention	Année(s) couverte(s) par la subvention	Montant maximum de la subvention pour l'année concernée
	2025	50 000,00 €
	2026	50 000,00 €
	2027	50 000,00 €

Liste des visas

- Vu le code de la santé publique, notamment les articles L1435-8 à L1435-11 et R1435-16 à D 1435-36-2 , D 1432-33, R 1432-57 à R 1432-66 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu le décret n°2010-3 36 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 26 juin 2024 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie, Monsieur François MENGIN LECREULX ;
- Vu l'arrêté portant adoption du projet régional de santé en date du 31 octobre 2023 ;
- Vu l'arrêté du 21 juin modifiant l'arrêté du 8 avril 2024 fixant pour l'année 2024 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article- L.174-1-2 du code de la sécurité sociale ;
- Considérant les priorités définies dans le plan régional santé environnement (PRSE4) 2023-2028 signé le 19/12/2023 ;
- Vu la décision portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie à compter du 27 janvier 2025.

Identification des parties

Entre :

D'une part, l'**Agence régionale de santé Normandie**

N° SIRET	13000790900018
Adresse	Espace Claude Monet - 2 place Jean Nouzille CS 55035
Code postal - Commune	14050 - CAEN CEDEX 4
Représentée par	Le Directeur Général Monsieur François MENGIN LECREULX

Ci-après dénommée « **ARS Normandie** »

Et d'autre part :

Raison sociale	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
N° SIRET	26760045000014

N° FINESS de financement
(le cas échéant)

Code APE (Activité principale exercée)	8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.
--	--

Statut juridique	7361 - Centre communal d'action sociale
-------------------------	---

Adresse	2 RUE DE GERMONT
----------------	------------------

Code postal - Commune	76000 - ROUEN
------------------------------	---------------

Représentée par (représentant légal, qualité du signataire et coordonnées complémentaires)	<ul style="list-style-type: none">Madame DUTARTE Caroline, 1ère Adjointe au Maire chargée des Solidarités en charge du Solidarités, Vice-Présidente du CCAS de ccas-rouen@rouen.fr 0235079810
--	---

Ci-après dénommé « **Le bénéficiaire** »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant, ci-après désigné « le projet »

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

Contexte du projet :

Politique Régionale :

Réduction des inégalités à l'accès à la Santé.

Echelle territoriale :

L'origine de ce projet provient d'un constat fait par le CHU et le CCAS de Rouen de disposer d'une structure pouvant accueillir les personnes sans domicile.

Objectif général du projet :

OS 1 - Organiser des permanences de professionnels de la santé et ateliers de prévention

OS 2 - Permettre aux personnes à la rue d'avoir accès à des repas équilibrés

OS 3 - Favoriser l'estime de soi des personnes accueillies et proposer des activités permettant de créer du lien social

Objectif(s) opérationnel(s) du projet :

OO 1.1 - Action QRS Emergences(s)

- Intervention de la Boussole sur les pratiques addictives

OO 1.2 - Poursuite des permanences de l'UMAPPP

- Participation aux campagnes de sensibilisation à la santé

OO 1.3 - Poursuite de la permanence de La Pass

OO 2.1 - Proposer des repas chauds et équilibrés

OO 3.1 - Réapprendre à prendre soin de soi

Le projet relève-t-il de la politique de la ville ? Non

Territoires d'intervention : commune de ROUEN

Déclinaisons opérationnelles du projet :

Pour contribuer à l'objectif général du projet, le bénéficiaire s'engage à mener les actions suivantes :

Action :

La Chaloupe : MI1-2-21 : Promotion de la santé des populations en difficulté et lutte contre les inégalités de santé

Liste des années et montants du projet :

2025 : 50 000,00 €

2026 : 50 000,00 €

2027 : 50 000,00 €

Description détaillée de l'action :

OS 1 - Organiser des permanences de professionnels de la santé et ateliers de prévention

OO 1.1 - Action QRS Emergences(s)

1 séance QRS mensuelle Emergence(s)

Travail par thématiques (ex :prévention des conduites addictives)

- Intervention de la Boussole sur les pratiques addictives

Réunions d'informations et entretiens individuels de prévention

Thématiques sur les conduites à risques

OO 1.2 - Poursuite des permanences de l'UMAPPP

Permanence hebdomadaire

Entretien individuel et information collective Travail par thématiques (ex : prévention des conduites addictives)

- Participation aux campagnes de sensibilisation à la santé

Déplacement collectif accompagné par l'équipe

Mars Bleu, Octobre Rose, Bus du Coeur, Journée Nationales des maladies respiratoires

OO 1.3 - Poursuite de la permanence de La Pass

Permanence mensuelle et intervention sur la demande de l'équipe

Entretiens individuels et accompagnements

OS 2 - Permettre aux personnes à la rue d'avoir accès à des repas équilibrés

OO 2.1 - Proposer des repas chauds et équilibrés

Restauration sur place

Service sur table (2 services décalés)

OS 3 - Favoriser l'estime de soi des personnes accueillies et proposer des activités permettant de créer du lien social

OO 3.1 - Réapprendre à prendre soin de soi

Favoriser l'accès aux douches municipales gratuites

Diffusion de l'information, lieu et horaires

Proposer des séances socio-esthétiques (coiffure et maquillage)

Programmation annuelle

Sorties socio-culturelles

Participation active des usagers pour le choix des sorties

Typologie de l'action :

- Education pour la santé
- Accueil, écoute, orientation

Thématique(s) de l'action :

- Santé mentale
- Conduites addictives
- Santé des populations en difficulté

Population(s) de l'action :

- Personnes en difficultés socio-économiques
- Jeunes adultes 18-25 ans
- Adultes 25-55 ans

Mesures d'évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions :

Indicateurs de moyens (nombre de réunions, nombre de participants...)	Résultats attendus	Outils d'évaluation (fiches d'émargement, analyse des documents de communication, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Nombre de personnes rencontrées	Rencontre avec un professionnel de la santé	Bureau dédié aux professionnels de l'UMAPPP	Rachid HADJ-DAHMANE	31/12/2025

		et travailleur social de La Chaloupe		
Nombre de participation par séance et bilan annuel	Aller vers un parcours de soins et réduire les conduites addictives	Nombre de participation par séance et bilan annuel	Rachid HADJ-DAHMANE	31/12/2025
Nombre de repas servis	Améliorer son alimentation et sa santé	Convention avec le CHU - UCPA	Rachid HADJ-DAHMANE	31/12/2025
Nombre de seances et de participations	Améliorer son hygiène corporelle, valoriser l'estime de soi, prévenir l'isolement	Plaquette d'urgence sociale réalisée par le CCAS, Intervention d'un coiffeur bénévole, séances de maquillage assurée par le personnel de La Chaloupe, sorties, visites et participations à des évènements solidaires	Rachid HADJ-DAHMANE	31/12/2025

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général de l'action :

Indicateurs de résultats (nb de personnes ayant acquis des connaissances, nb de personnes déclarant avoir changé leur comportement...)	Résultats attendus	Outils d'évaluation (questionnaire, focus groupe, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Nombre d'inscription	Aller vers un accompagnement	Après un entretien avec un travailleur social de la structure, celui-ci évalue les besoins exprimés ou non de l'utilisateur	Rachid HADJ-DAHMANE	31/12/2025

Il bénéficie pour cela d'une subvention relevant du Fonds d'Intervention Régional (FIR) dans les conditions fixées par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les recommandations de l'ARS Normandie, qui, le cas échéant, lui ont été adressées.

ARTICLE 2 – Période de la convention

2.1 Période de réalisation du projet

Cette période correspond à la durée pendant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser le projet dans les conditions fixées par la présente convention.

Projets	Périodes de réalisation
202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe	01/01/2025 - 31/12/2027

2.2 Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives au projet durant la période de réalisation.

2.3 Période de validité de la convention

Projets	Périodes de conventionnement
202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe	01/01/2025 - 31/03/2028

Toute prorogation devra faire l'objet d'un avenant au cours de la période de validité de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 3 – Subvention

3.1 Montant de la subvention

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

L'ARS Normandie accorde au bénéficiaire, pour la mise en œuvre de son projet, une **subvention d'un montant maximum de 150 000,00 €** conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) présenté(s) en annexe 2.

Cette subvention se décompose de la manière suivante :

Un montant maximum de 50 000,00 € au titre de l'année 2025

Un montant maximum de 50 000,00 € au titre de l'année 2026

Un montant maximum de 50 000,00 € au titre de l'année 2027

3.2 Coût éligible du projet

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles du projet, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées pendant la période de réalisation du projet (article 2.1) et acquittées pendant la période d'acquittement des dépenses (article 2.2)
- Être liées et nécessaires à la réalisation du projet
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'un autre projet bénéficiant d'un soutien financier de l'ARS Normandie
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire

3.3 Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

L'ARS Normandie pourra procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et/ou sur place et à une vérification de l'utilisation des financements attribués, tant en ce qui concerne la réalisation du projet que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités à l'ARS Normandie pour la mise en œuvre de ces contrôles auxquels le bénéficiaire ne peut s'opposer.

ARTICLE 4 – Modalités de versement

4.1 Echancier et imputation comptable

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

La subvention d'un montant maximum de 150 000,00 € sera versée en une ou plusieurs modalités définies ci-après :

Imputation comptable	Montant	% du montant total maximum de la subvention	Date prévisionnelle de versement
MI1-2-21	50 000,00 €	33.33 %	30/04/2025
MI1-2-21	50 000,00 €	33.33 %	30/04/2026
MI1-2-21	50 000,00 €	33.33 %	30/04/2026

4.2 Conditions de versement

La subvention sera créditée sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont jointes en annexe 1 selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est Le Directeur Général de l'ARS Normandie.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS Normandie.

Les contributions financières de l'ARS Normandie mentionnées au paragraphe 4.1 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de l'ARS Normandie ;
- Le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 5 et 6 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- La vérification par l'ARS Normandie que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 3.

4.3 Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime

Le bénéficiaire de la subvention :

- ☒ n'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé ;
- ☐ est autorisé à reverser tout ou partie de la subvention versée pour l'objet financé ;

Sous l'hypothèse d'une autorisation de reversement, le bénéficiaire de la subvention est tenu de mettre en place avec l'ARS Normandie une convention de mandat conforme aux dispositions de l'instruction de la Direction générales des finances publiques du 8 août 2016 relative aux conventions de mandat conclus par les établissements publics nationaux.

Si aucune case n'est cochée, la subvention octroyée ne peut être reversée.

ARTICLE 5 – Documents à fournir

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'ARS Normandie les pièces suivantes :

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

- Un bilan d'exécution Intermédiaire comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier, le rapport d'évaluation ainsi que l'attestation complétés pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce bilan d'exécution Intermédiaire devra être transmis à l'ARS Normandie le 31/01/2026 au plus tard.

- Un bilan d'exécution Intermédiaire comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier, le rapport d'évaluation ainsi que l'attestation complétés pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Ce bilan d'exécution Intermédiaire devra être transmis à l'ARS Normandie le 31/01/2027 au plus tard.

- Un bilan d'exécution Final comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier, le rapport d'évaluation ainsi que l'attestation complétés pour la période du 01/01/2027 au 31/12/2027.

Ce bilan d'exécution Final devra être transmis à l'ARS Normandie le 31/01/2028 au plus tard.

Dans le cas où l'ARS a donné au bénéficiaire un accès au portail "STARS-FIR", celui-ci devra saisir ces bilans en ligne.

Ces documents devront être certifiés conformes, tamponnés ou cachetés, et signés, par le représentant légal de la structure bénéficiaire, avant envoi à l'ARS Normandie par voie électronique à l'adresse suivante :

- Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe :
ARS-NORMANDIE-PPS-MDS@ars.sante.fr
- Dans un délai de 6 mois au plus tard, les derniers états financiers ou, le cas échéant, les derniers comptes annuels de la structure bénéficiaire de la subvention et le rapport du commissaire aux comptes,
- Le dernier rapport d'activité de la structure bénéficiaire de la subvention.

Enfin, dans le cadre des actions de suivi, contrôle, évaluation, le bénéficiaire s'engage à répondre à toute demande d'information ou de production de documents que formulerait l'ARS ou toute autre personne mandatée par elle.

ARTICLE 6 – Engagement du bénéficiaire

En contrepartie de la subvention accordée, le bénéficiaire s'engage :

6.1 Engagements administratifs

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention ;
- À informer l'ARS Normandie, dès qu'il en a connaissance, de tout changement :
 - D'adresse ;
 - De coordonnées bancaires ;
 - De ses statuts ou de son règlement intérieur ;
 - De l'instance décisionnelle ;
- À soumettre à l'ARS Normandie, dès qu'elle en a connaissance, toute modification juridique ou administrative du projet ;
- À informer l'ARS Normandie en cas de retard dans le calendrier de mise en œuvre des travaux ;
- À se tenir à jour de ses cotisations sociales.

6.2 Engagements budgétaires

- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions réglementaires ;
- À utiliser la subvention exclusivement pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1 et couvertes par la subvention de l'ARS ;

- À signaler à l'ARS Normandie les autres soutiens financiers ;
- À fournir ses comptes annuels certifiés, le cas échéant, dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- À fournir toutes pièces justificatives nécessaires à l'ARS Normandie ;
- À ne pas utiliser la dotation allouée pour toute autre action que celles mentionnées dans la présente convention ;
- À reverser les sommes indûment versées ou indûment utilisées, telles que décrites à l'article 10 [Clauses de reversement].

6.3 Engagements en termes de communication externe

- Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ARS Normandie à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique organisée par ses soins au titre du projet financé.
- L'utilisation du logo de l'ARS Normandie sur les documents destinés au public impose une demande préalable auprès de l'ARS Normandie.
- Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre de ses propres opérations, ne puissent en aucun cas porter atteinte à l'ARS Normandie ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que l'ARS Normandie apporte sa caution ou son soutien à ces partenaires.

6.4 Engagement républicain

- Le co-contractant, aux termes du contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi modifiée n°2000-321 du 12 avril 2000 et annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, s'engage à :
- 1° respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- 2° ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- 3° s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.
- Il en informe ses membres par tout moyen.
- Le co-contractant veille à ce que le contrat d'engagement républicain soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles.
- Est de nature à justifier le retrait de la subvention octroyée, un manquement aux engagements souscrits au titre du pacte républicain entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subvention affectée (à adapter selon la nature de la subvention).

ARTICLE 7 – Modification des conditions d'exécution du projet

Un avenant doit être établi à l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Modification du changement de dénomination du bénéficiaire
- Toute modification des articles 1 à 5.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il prend la forme d'un accord écrit signé des deux parties pendant la période fixée dans l'article 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 – Suspension et résiliation

8.1 Suspension du projet liée à un cas de force majeure

L'une ou l'autre des parties peut être amenée à suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

Il est entendu par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenue, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable, les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre du projet dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe l'ARS Normandie .

Néanmoins, toute modification de la fin des périodes définies dans l'article 2 devra faire l'objet d'une demande écrite par le bénéficiaire et nécessitera :

- Soit, si accord des deux parties, la mise en place d'un avenant à cette convention
- Soit la résiliation de la présente convention

8.2 À l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ARS Normandie au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes engagées par lui dans le cadre du projet.

Le bénéficiaire est tenu de reverser tout ou partie de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 (Clauses de reversement de la subvention).

8.3 À l'initiative de l'ARS

L'ARS Normandie peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et précisant les motifs de la suspension des financements, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services compétents ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception du courrier de l'ARS Normandie pour apporter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et peut demander dans ce délai à être entendu par l'ARS Normandie. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'ARS Normandie notifiera au bénéficiaire le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.4 Effets de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par l'ARS Normandie constitue la date effective pour la prise en compte du calcul du montant des sommes dues au bénéficiaire au titre de la présente convention.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre du bilan d'exécution accepté par l'ARS Normandie, après contrôle du service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et l'ARS Normandie procédera au recouvrement des sommes indûment versées.

ARTICLE 9 – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

ARTICLE 10 – Clauses de reversement de la subvention

L'ARS Normandie pourra récupérer tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre après analyse du bilan d'exécution.

L'ARS Normandie procédera à la récupération des sommes indûment perçues par l'émission d'un ordre de reversement ou d'un titre de recettes dont le bénéficiaire s'acquittera dans un délai de 30 jour calendaire.

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation du projet dans les conditions fixées à l'article 8 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 5 et à l'article 6 ;
- De décisions prises à la suite d'un contrôle ou à un audit mené par les services compétents conduisant à une remise en cause des montants retenus par l'ARS Normandie après contrôle de service fait.

Cas des associations et établissements privés :

Lorsque le financement reçu au titre du FIR en année N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers l'ARS Normandie est inscrit en charges sous la rubrique "engagements à réaliser sur ressources affectées" (compte 6894) et au passif du bilan dans le compte 194 "fonds dédiés sur subvention de fonctionnement". L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs".

Cas des établissements publics (ES EMS) :

Lorsque le financement reçu au titre de la présente convention en année N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers l'ARS Normandie est inscrit en crédit du compte 487 « produit constaté d'avance » et en débit des comptes de la classe 7 qui ont supporté la recette. Cette opération donne lieu à émission d'un titre de réduction ou d'annulation.

L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit des comptes de classe 7 intéressés et en débit du compte 487 « produit constaté d'avance ». Cette opération donne lieu à émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 11 – Données à caractère personnel

L'ARS Normandie procède à un traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion du FIR (Fonds d'Intervention régional).

Ce traitement est mis en œuvre sur le fondement des articles L.1435-10 et R1435-26 et suivants du Code de la Santé Publique ainsi que de l'article 6-1-C ("le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis") du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données ou RGPD).

Les données à caractère personnel vous concernant seront conservées l'année en cours et les 4 ans suivant la date de signature du présent contrat ; elles ne peuvent être communiquées qu'aux agents de l'ARS Normandie en charge de la gestion de ce contrat FIR.

Conformément au RGPD et à la loi n°78 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (Loi Informatique et Libertés), le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation de traitement de ses données.

Vous pouvez exercer ces droits, en vous adressant par courrier postal à :

Agence Régionale de Santé Normandie
Espace Claude Monet - 2 place Jean Nouzille CS 55035 14050 - CAEN CEDEX 4

ou par mail à ars-normandie-juridique@ars.sante.fr

Vous disposez, par ailleurs, d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Loi Informatique et Libertés.

ARTICLE 12 – Dispositions finales

Le Directeur Général de l'ARS Normandie et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

Fait à Caen,
le

Le bénéficiaire,
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
Madame DUTARTE Caroline ,
1ère Adjointe au Maire chargée des Solidarités en
charge du Solidarités, Vice-Présidente du CCAS
de Rouen

L'ARS Normandie
Monsieur François MENGIN LECREULX
Le Directeur Général

Cachet de la structure

ANNEXE 1

Extrait d'un relevé d'identité bancaire du bénéficiaire

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

CODE BANQUE/ÉTABLISSEMENT 30001	CODE GUICHET 00707	N° DE COMPTE C76000000000	CLÉ RIB 04
NOM BANQUE	Banque de France		
I.B.A.N	fr503000100707C7600000000004		
B.I.C	BDFEFRPPCCT		

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 2

Budget(s) prévisionnel(s)

Projet n°202508812 - Faciliter l'accès aux droits et à la santé pour le public précarisé à la Chaloupe

- Budget prévisionnel pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
Engagement à réaliser sur ressources affectées	5 755,00
Prestations de services	43 000,00
Achats matières et fournitures	9 000,00
Locations	3 000,00
Entretien et réparation	2 000,00
Assurance	200,00
Documentation	4 000,00
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 000,00
Publicité, publication	700,00
Déplacements, missions	200,00
Services bancaires, autres	1 000,00
Impôts et taxes sur rémunération	4 386,00
Total rémunération des personnels	304 500,00
Charges sociales	128 400,00
Autres charges de personnel	11 320,00

PRODUIT	MONTANT PREVU
ARS	50 000,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	130 000,00
Communes	359 461,00

- Budget prévisionnel pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
Prestations de services	44 000,00
Achats matières et fournitures	9 000,00
Locations	3 000,00
Entretien et réparation	2 000,00
Assurance	200,00
Documentation	4 000,00
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 000,00
Publicité, publication	700,00
Déplacements, missions	200,00
Services bancaires, autres	1 000,00
Impôts et taxes sur rémunération	4 500,00
Total rémunération des personnels	310 590,00
Charges sociales	130 968,00
Autres charges de personnel	11 320,00
Engagement à réaliser sur ressources affectées	5 755,00

PRODUIT	MONTANT PREVU
ARS	50 000,00
Communes	369 233,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	130 000,00

- Budget prévisionnel pour la période du 01/01/2027 au 31/12/2027 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
Engagement à réaliser sur ressources affectées	5 755,00
Prestations de services	45 000,00
Achats matières et fournitures	9 000,00
Locations	3 000,00
Entretien et réparation	2 000,00
Assurance	200,00
Documentation	4 000,00
Rémunérations intermédiaires et honoraires	22 000,00
Publicité, publication	700,00
Déplacements, missions	200,00
Services bancaires, autres	1 000,00
Impôts et taxes sur rémunération	4 590,00
Total rémunération des personnels	316 802,00
Charges sociales	133 587,00
Autres charges de personnel	11 320,00

PRODUIT	MONTANT PREVU
ARS	50 000,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	140 000,00
Communes	369 154,00